

Art. 3. Dit decreet treedt op 1 januari 1994 in werking.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie goedgekeurde decreet houdende de Middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 24 februari 1994.

Charles PICQUE,  
Voorzitter van het College.

Didier GOSUIN,  
Lid van het College.

Jean-Louis THYS,  
Lid van het College.

Robert HOTYAT,  
Lid van het College.

Didier van EYLL,  
Lid van het College.

TABEL  
(in BEF)

Artikelen	Aanwijzing der opbrengsten	Ramingen voor 1994
	<b>TITEL I. — LOPENDE ONTVANGSTEN</b>	
06.05	Veronderstelde bonus van de voorafgaande jaren .....	21 044 870
06.06	Reservfonds « Gezondheid » .....	15 106 372
06.07	Reservfonds « Trekkingsrecht » .....	800 000 000
29.06	Financiële renten .....	15 000 000
46.05	Trekkingsrecht op de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (art. 86 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur) .....	1 600 000 000
46.06	Bijzondere dotatie van de Franse Gemeenschap (art. 7, §§ 1 tot 6 van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie) .....	3 324 500 000
46.07	Dotatie verbonden aan de vergoeding en de werkingskosten van het overgedragen personeel (art. 7, § 7 van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie) .....	50 000 000
	Totaal van de lopende opbrengsten .....	5 825 651 042
	<b>TITEL II — KAPITAALONTVANGSTEN</b>	
	Totaal van de ontvangsten .....	5 825 651 042

F. 94 — 1341

24 FEVRIER 1994. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1994

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret règle une matière visée à l'article 59bis de la Constitution, en vertu de l'article 59quinquies de la Constitution.

Art. 2. Il est ouvert pour les dépenses du budget de la Commission communautaire française afférentes à l'année budgétaire 1994, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(en francs)

	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Crédits non dissociés	5 562 872 572	5 562 872 572
Crédits dissociés	520 000 000	259 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>6 082 872 572</b>	<b>5 821 872 572</b>

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé du présent décret.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1946, les avances de fonds d'un montant de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 200 000 francs.

Autorisation est donnée à ces comptables de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 200 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers, peut également se faire par avance de fonds, quel qu'en soit le montant.

Art. 4. Par dérogation à l'article 40, paragraphe 1<sup>er</sup>, les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectuent conformément aux règles prévues à l'article 41 des mêmes lois.

Art. 5. Des provisions peuvent être allouées aux avocats, aux experts et aux huissiers de justice pour le compte de la Commission communautaire française.

Art. 6. Par dérogation aux articles 5 et 6 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des créances d'années antérieures peuvent être apurées à charge des crédits ouverts par le présent décret et relatives aux

AB 21.00.11.03	Rémunération du personnel
AB 21.00.12.01	Frais de fonctionnement
AB 22.10.33.03	Subvention aux centres de service social
AB 22.30.33.10	Subventions aux IMP
AB 22.40.33.12	Subventions aux services agréés d'aide aux familles
AB 22.40.33.13	Subventions aux centres PMF
AB 23.20.33.04	Subventions aux services de santé mentale
AB 23.20.33.05	Subventions aux centres de télé-accueil

Art. 7. Le Collège est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement et d'investissement à charge des allocations de base figurant dans le budget administratif et reprises ci-après :

Subvention au Service social .....	22.00.33.01
Subventions à des organismes d'aide sociale, familiale et du 3 <sup>e</sup> âge .....	22.10.33.01
Subventions pour des études et des initiatives en matière sociale .....	22.10.33.02
Subventions visant l'intégration sociale des immigrés .....	22.20.33.04
Subventions aux initiatives d'aide précoce .....	22.20.33.07
Subventions aux initiatives d'accompagnement .....	22.20.33.08
Subventions relatives à la prévention, la promotion, l'aide et l'intégration sociale des personnes handicapées .....	22.30.33.09
Subvention à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle : formation d'aides familiales .....	22.40.40.03
Subventions aux services d'accueil de jour des personnes âgées .....	22.40.33.14
Subventions aux communes pour l'achat et l'aménagement de terrains de campement pour nomades .....	22.50.63.24
Subventions pour recherches dans le domaine de la santé .....	23.10.33.01
Subventions aux centres de santé intégrés .....	23.10.33.02
Subventions aux associations en matière de santé .....	23.10.33.03
Subventions pour les études et des initiatives originales en santé mentale .....	23.20.33.06
Subventions pour les lieux d'accompagnement psycho-social de la petite enfance .....	23.20.33.07
Subventions aux actions dans le domaine des toxicomanies .....	23.30.33.08
Subventions aux associations en matière de soins palliatifs .....	23.40.33.09
Subventions aux centres de coordination en matière de soins à domicile .....	23.40.33.10
Subventions aux fédérations et ligues touristiques .....	24.00.33.01
Subventions aux associations actives en matière de tourisme .....	24.00.33.02
Subventions aux associations de tourisme social .....	24.00.33.03
Subventions de fonctionnement à l'O.P.T. ....	24.00.33.04
Subvention à l'O.P.T. pour ses dépenses d'investissement .....	24.00.53.01
Subventions aux attractions touristiques pour la signalisation (secteur privé) .....	24.00.53.02
Subventions aux attractions touristiques pour leur signalisation (secteur public) .....	24.00.63.03
Promotion d'activités en matière de formation professionnelle .....	26.10.33.01
Subventions à la délégation interministérielle aux solidarités urbaines .....	26.10.43.03
Initiatives nouvelles en matière d'entreprises d'insertion professionnelle .....	26.10.33.04

Subventions en matière de formation des indépendants .....	26.20.33.01
Subventions pour la formation des indépendants .....	26.20.41.01
Subvention de fonctionnement de l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises .....	26.20.41.02
Charges immobilières des centres de formation .....	26.20.61.01
Subventions destinées aux asbl pour le partenariat en matière de formation professionnelle et d'insertion .....	26.30.43.06
Subventions destinées aux entreprises pour le partenariat en matière de formation professionnelle et d'insertion .....	26.30.43.07

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française contenant le Budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1994.

Bruxelles, le 24 février 1994.

Charles PICQUE,  
Président du Collège.

Didier GOSUIN,  
Membre du Collège.

Jean-Louis THYS,  
Membre du Collège.

Robert HOTYAT,  
Membre du Collège.

Didier van EYLL,  
Membre du Collège.

TABLEAU  
(en BEF)

INTITULES	Crédits	Initial CCF 1993	Initial CF 1993	1994 CCF CREDITS	
				end et co	ce
Division 01 : Cabinet du Président du Collège					
Total division 01	cnd	0	0	6 000 000	
Div. 02 : Cabinet du membre du Collège D. Gosuin					
Total division 02	cnd	0	0	2 500 000	
Div. 03 : Cabinet du membre du Collège J.L. Thys					
Total division 03	cnd	0	0	6 000 000	
Div. 04 : Cabinet du membre du Collège R. Hotyat					
Total division 04	cnd	0	0	3 000 000	
Div. 05 : Cabinet du membre du Collège D. van Eyll					
Total division 05	cnd	0	0	2 500 000	
Div. 06 : Assemblée de la C.C.F.					
Total division 06	cnd	0	0	10 000 000	
Division 21 : Administration prog. 0 : Subsistance	cnd cd	0	0	362 034 572 10 000 000	100 000 000
Total division 21	cnd cd	0	0	362 034 572 10 000 000	100 000 000

INTITULES	Crédits	1994 CCF CREDITS			
		Initial CCF 1993	Initial CF 1993	cnd et co	ce
Division 22 : Aide aux personnes					
Prog. 1 : Action sociale					
total prog. 1	cnd	46 832 000	187 400 000	130 500 000	
Prog. 2 : Intégration sociale des immigrés					
total prog. 2	cnd	1 300 000	92 900 000	74 000 000	
Prog. 3 : Personnes handicapées					
total prog. 3	cnd	1 065 500 000	3 185 300 000	2 485 000 000	
Prog. 4 : Famille					
total prog. 4	cnd	235 703 000	20 700 000	406 000 000	
Prog. 5 : Infrastructures sociales					
total prog. 5	cnd cd	0 0	1 883 700 000	6 900 000 120 000 000	180 000 000
Total division 22	cnd cd	1 349 335 000	5 370 000 000	3 102 400 000 120 000 000	180 000 000
Division 23 : Santé					
Prog. 1 : Support de la politique générale					
total prog. 1	cnd	4 925 000	73 800 000	47 000 000	
Prog. 2 : Santé mentale					
total prog. 2	cnd	262 169 000	38 600 000	333 968 000	
Prog. 3 : Lutte contre les toxicomanes					
total prog. 3	cnd	1 300 000	76 000 000	75 000 000	
Prog. 4 : Soins à domicile					
total prog. 4	cnd	0	131 300 000	52 000 000	
Prog. 5 : Infrastructure					
total prog. 5	cd		0	40 000 000	120 000 000
Total division 23	cnd cd	268 394 000	319 700 000	507 968 000 40 000 000	120 000 000
Division 24 : Tourisme					
Total division 24	cnd cd		296 700 000	122 070 000 89 000 000	120 000 000
Division 25 : Transports scolaires					
Total division 25	cnd		73 800 000	80 000 000	
Division 26 : Formation professionnelle					
Prog. 1 : Support de la politique de formation professionnelle					
total prog. 1	cnd		106 600 000	53 000 000	
Prog. 2 : Classes moyennes					
total prog. 2	cnd		843 600 000	160 900 000	
Prog. 3 : Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle					
total prog. 3	cnd		1 549 200 000	738 000 000	
Total division 26	cnd		2 499 400 000	951 900 000	
Division 27 : Bâtiments scolaires					
Total division 27	cnd			406 500 000	
Total budget matières art. 59quinquies	cnd	1 617 729 000	8 559 600 000	5 582 872 572	
	cd			259 000 000	520 000 000

## VERTALING

N. 94 — 1341

**24 FEBRUARI 1994. — Decreet houdende de algemene middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1994**

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft goedgekeurd :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een materie bedoeld in artikel 59bis van de Grondwet, krachtens artikel 59quinquies van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de aan het begrotingsjaar 1994 verbonden begrotingsuitgaven van de Franse Gemeenschapscommissie worden kredieten geopend ten bedrage van :

(in BEF)

	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
Niet-gesplitste kredieten	5 562 872 572	5 562 872 572
Gesplitste kredieten	520 000 000	259 000 000
<b>TOTAAL</b>	<b>6 082 872 572</b>	<b>5 821 872 572</b>

Deze kredieten worden in de bij dit decreet gevoegde tabel opgesomd.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 15 van de organieke wet van het Rekenhof van 29 oktober 1946 kunnen voorschotten ten bedrage van 10 000 000 BEF toegekend worden aan de buitengewone boekhouders om de vorderingen te betalen die 200 000 BEF niet overschrijden, onafhankelijk van de kleine uitgaven.

Machtiging wordt verleend aan deze boekhouders om aan de beampten en de naar het buitenland gestuurde deskundigen de nodige voorschotten toe te kennen, zelfs indien deze voorschotten 200 000 BEF overschrijden.

De betaling van de vergoedingen aan buitenlandse deskundigen en van de kosten voortvloeiend uit overeenkomsten met het buitenland kan eveneens geschieden door middel van een voorschot, welke het bedrag ervan ook moge zijn.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 40, § 1, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, geschiedt de betaling van de geboortepremie en de vergoeding voor begrafeniskosten overeenkomstig de in artikel 41 van dezelfde wetten voorziene regelen.

**Art. 5.** Voorschotten kunnen aan advocaten, deskundigen en gerechtsdeurwaarders toegekend worden voor rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 6.** In afwijking van de artikelen 5 en 6 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kunnen vorderingen van vorige jaren aangezuiverd worden ten laste van de kredieten die bij dit decreet geopend worden met betrekking tot

BA 21.00.11.03	Vergoeding van het personeel
BA 21.00.12.01	Werkingskosten
BA 22.10.33.03	Toelage aan de centra voor sociale dienst
BA 22.30.33.10	Toelagen aan de geneeskundige en psychologische instituten
BA 22.40.33.12	Toelagen aan de erkende diensten voor bijstand aan gezinnen
BA 22.40.33.13	Toelagen aan de raadplegingscentra voor huwelijk en gezin
BA 23.20.33.04	Toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheid
BA 23.20.33.05	Toelagen aan de centra voor tele-onthaal

**Art. 7.** Het College kan toelagen toekennen voor de werking en de investering ten laste van volgende basaal locaties, zoals ze in de administratieve begroting vermeld zijn :

Toelage aan de Sociale Dienst .....	22.00.33.01
Toelagen aan instellingen voor sociale hulpverlening, hulpverlening aan gezinnen en aan de derde leeftijd .....	22.10.33.01
Toelagen voor de studiën en de initiatieven op sociaal vlak .....	22.10.33.02
Toelagen strekkende tot de sociale integratie van de migranten .....	22.20.33.04
Toelagen aan de initiatieven voor vroegtijdige hulpverlening .....	22.20.33.07
Toelagen voor de begeleidingsinitiatieven .....	22.20.33.08
Toelagen betreffende de preventie, de bevordering, de hulpverlening en de sociale integratie van de mindervaliden .....	22.30.33.09
Toelage voor het Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding : opleiding van gezinsverzorgsters .....	22.40.40.03
Toelagen voor de onthaaldiensten van oudere mensen gedurende de dag .....	22.40.33.14
Toelagen voor de gemeenten voor de aankoop en de aanleg van campeerterreinen voor nomaden .....	22.50.63.24
Toelagen voor het onderzoek in de gezondheidssector .....	23.10.33.01
Toelagen aan de geïntegreerde gezondheidscentra .....	23.10.33.02
Toelagen aan de gezondheidsverenigingen .....	23.10.33.03
Toelagen voor studiën en originele initiatieven inzake geestelijke gezondheid .....	23.20.33.06
Toelagen voor de voorzieningen voor psychosociale begeleiding van kleine kinderen .....	23.20.33.07
Toelagen voor de acties op het gebied van het druggebruik .....	23.30.33.08
Toelagen voor de verenigingen inzake verzachtende zorgverlening .....	23.40.33.09
Toelagen voor de coördinatie inzake thuisverzorging .....	23.40.33.10
Toelagen voor de toeristische federaties en verbonden .....	24.00.33.01
Toelagen voor de verenigingen die in het toerisme actief zijn .....	24.00.33.02
Toelagen voor de verenigingen inzake sociaal toerisme .....	24.00.33.03
Werkingsloelage voor de I.O.P.T. (Dienst voor de Bevordering van het Toerisme) .....	24.00.33.04

Toelage voor de O.P.T. voor investeringsuitgaven .....	24.00.53.01
Toelagen voor de bewegwijzering van toeristische trekpleisters (privé-sector) .....	24.00.53.02
Toelagen voor de bewegwijzering van toeristische trekpleisters (openbare sector) .....	24.00.63.03
Bevordering van activiteiten inzake beroepsopleiding .....	26.10.33.01
Toelagen aan de interministeriële delegatie voor stedelijke solidariteit .....	26.10.43.03
Nieuwe initiatieven van de ondernemingen voor beroepsinschakeling .....	26.10.33.04
Toelagen inzake opleiding van zelfstandigen .....	26.20.33.01
Toelagen voor de opleiding van zelfstandigen .....	26.20.41.01
Werkingsstoeilage voor het Vormingsinstituut van de Middenstand en de KMO's .....	26.20.41.02
Onroerende lasten van de vormingscentra .....	26.20.61.01
Toelagen voor VZW's voor het partnerschap inzake beroepsopleiding en inschakeling .....	26.30.43.06
Toelagen voor de ondernemingen voor het partnerschap inzake beroepsopleiding en inschakeling .....	26.30.43.07

Art. 8. Dit decreet treedt op 1 januari 1994 in werking.

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie goedgekeurde decreet houdende de algemene Middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1994.

Brussel, 24 februari 1994.

Charles PICQUE,  
Voorzitter van het College.

Didier GOSUIN,  
Lid van het College.

Jean-Louis THYS,  
Lid van het College.

Robert HOTYAT,  
Lid van het College.

Didier van EYLL,  
Lid van het College.

TABEL  
(in BEF)

TITEL	Kredieten FGC 1994				
	Kredieten	Initiaal FGC 1993	Initiaal FG 1993	niet-gespl. kred. en ord. kred.	vastleg.-kred.
Afdeling 01 : Kabinet van de Voorzitter van het College					
Totaal afdeling 01	niet-gespl. kred.	0	0	6 000 000	
Afd. 02 : Kabinet w/h Lid van het College D. Gosuin					
Totaal afdeling 02	niet-gespl. kred.	0	0	2 500 000	
Afd. 03 : Kabinet w/h Lid van het College J.L. Thys					
Totaal afdeling 03	niet-gespl. kred.	0	0	6 000 000	
Afd. 04 : Kabinet w/h Lid van het College R. Hotyat					
Totaal afdeling 04	niet-gespl. kred.	0	0	3 000 000	
Afd. 05 : Kabinet w/h Lid van het College D. van Eyll					
Totaal afdeling 05	niet-gespl. kred.	0	0	2 500 000	
Afd. 06 : Vergadering van de F.G.C.					
Totaal afdeling 06	niet-gespl. kred.	0	0	10 000 000	
Afdeling 21 : Administratie prog. 0 : Bestaansmiddelen	niet-gespl. kred. gespl. kred	0	0	362 034 572 10 000 000	100 000 000
Totaal afdeling 21	niet-gespl. kred. gespl. kred.	0	0	362 034 572 10 000 000	100 000 000

TITEL	Kredieten	Initiaal FGC 1993	Initiaal FG 1993	Kredieten FGC 1994	
				niet-gespl. kred. en ord. kred.	vastleg.-kred.
Afdeling 22 : Bijstand aan personen					
Prog. 1 : Sociale actie totaal prog. 1	niet-gespl. kred.	46 832 000	187 400 000	130 500 000	
Prog. 2 : Sociale integratie van de migranten totaal prog. 2	niet-gespl. kred.	1.300.000	92 900 000	74 000 000	
Prog. 3 : Mindervaliden totaal prog. 3	niet-gespl. kred.	1 065 500 000	3 185 300 000	2 485 000 000	
Prog. 4 : Gezin totaal prog. 4	niet-gespl. kred.	235 703 000	20 700 000	406 000 000	
Prog. 5 : Sociale infrastructuur totaal prog. 5	niet-gespl. kred. gespl. kred.	0 0	1 883 700 000	6 900 000 120 000 000	180 000 000
Totaal afdeling 22	niet-gespl. kred. gespl. kred.	1 349 335 000	5 370 000 000	3 102 400 000 120 000 000	180 000 000
Afdeling 23 : Gezondheid					
Prog. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid totaal prog. 1	niet-gespl. kred.	4 925 000	73 800 000	47 000 000	
Prog. 2 : Geestelijke gezondheid totaal prog. 2	niet-gespl. kred.	262 169 000	38 600 000	333 968 000	
Prog. 3 : Bestrijding van het druggebruik totaal prog. 3	niet-gespl. kred.	1 300 000	76 000 000	75 000 000	
Prog. 4 : Thuisverzorging totaal prog. 4	niet-gespl. kred.	0	131 300 000	52 000 000	
Prog. 5 : Infrastructuur totaal prog. 5	gespl. kred.		0	40 000 000	120 000 000
Totaal afdeling 23	niet-gespl. kred. gespl. kred.	268 394 000	319 700 000	507 968 000 40 000 000	120 000 000
Afdeling 24 : Toerisme					
Totaal afdeling 24	niet-gespl. kred. gespl. kred.		296 700 000	122 070 000 89 000 000	120 000 000
Afdeling 25 : Leerlingenvervoer					
Totaal afdeling 25	niet-gespl. kred.		73 800 000	80 000 000	
Afdeling 26 : Beroepsopleiding					
Prog. 1 : Ondersteuning v/h beleid inzake beroepsopleiding totaal prog. 1	niet-gespl. kred.		106 600 000	53 000 000	
Prog. 2 : Middenstand totaal prog. 2	niet-gespl. kred.		843 600 000	160 900 000	
Prog. 3 : Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding totaal prog. 3	niet-gespl. kred.		1 549 200 000	738 000 000	
Totaal afdeling 26	niet-gespl. kred.		2 499 400 000	951 900 000	
Afdeling 27 : Schoolgebouwen					
Totaal afdeling 27	niet-gespl. kred.			406 500 000	
Totaal begroting materies art. 59quinquies	niet-gespl. kred.	1 617 729 000	8 559 600 000	5 562 872 572	
	gespl. kred.			259 000 000	520 000 000